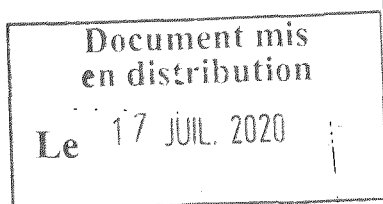


ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie,
des finances, du budget et de
la fonction publique

Papeete, le 17 JUL. 2020

N° 60 - 2020



RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant modification n° 3 de la délibération n° 2019-99 APF du 10 décembre 2019 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Monsieur le représentant Antonio PEREZ

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4252/PR du 15 juillet 2020, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant modification n° 3 de la délibération n° 2019-99 APF du 10 décembre 2019 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020.

Le 26 mars 2020, l'assemblée de la Polynésie française adoptait un collectif d'urgence destiné à concentrer les ressources budgétaires sur la protection du Pays confronté à la pandémie de Covid 19. C'est ainsi que 29,550 milliards F CFP ont été affectés sur les dépenses imprévues, sur la veille et la sécurité sanitaire, les mesures de sauvegarde de l'emploi, des entreprises et l'aide aux familles en situation précaire.

Cette mobilisation des crédits provenant des excédents cumulés mais également de réductions très importantes sur certains postes de dépenses pourtant indispensables, voire obligatoires, a permis de donner une première réponse aux besoins de la population polynésienne fortement impactée par les effets de l'arrêt brutal de l'activité durant le confinement, mais également de préparer le Pays à la réouverture des frontières et donc à la réintroduction du virus.

Cependant, cela n'a pas empêché l'urgence sanitaire de provoquer une crise économique dont l'ampleur s'annonce inédite et dont personne ne peut aujourd'hui estimer la durée. Mais elle a déjà des effets défavorables sur les recettes fiscales et sociales et les prévisions à moyen et long termes ne s'améliorent pas.

La première des décisions que le gouvernement doit donc prendre, afin de respecter la sincérité du budget de la collectivité, est celle de réduire les prévisions du rendement des impôts et taxes inscrites pour l'exercice 2020. Pour l'heure, les estimations de baisse du produit de la fiscalité s'élèvent globalement à 15 milliards F CFP sur l'année.

Cependant, alors que les règles de finances publiques obligent à un strict équilibre du budget, il n'est pas envisageable, dans un contexte aussi fragile, de réduire les moyens d'intervention du Pays à due concurrence.

En effet, la population et les entreprises doivent encore être soutenues par la puissance publique et le budget du Pays tel qu'il a été construit jusque-là n'est pas suffisant.

Dans le même temps, le système de protection sociale applicable en Polynésie française, menacé de cessation de paiements nécessite un accompagnement fort du Pays.

Enfin, il convient de réinstaller les crédits retirés au collectif n° 1-2020 sur certains postes de dépenses obligatoires ou indispensables à l'administration pour fonctionner. Il s'agit entre autres de rétablir la dotation au fonds intercommunal de péréquation à son niveau légal et les crédits destinés à la rémunération des agents de l'administration.

Dans ces conditions, c'est véritablement un budget complémentaire qui est proposé d'un montant de 37,592 milliards F CFP (montant des dépenses réelles), dont 22,784 milliards F CFP en fonctionnement et 14,808 milliards F CFP en investissement, rendu possible par :

- un prêt contracté auprès de l'Agence Française de Développement de 28,640 milliards F CFP (240 millions d'€), garanti par l'État et qui exceptionnellement, pourra financer des dépenses de fonctionnement mais surtout un prêt de trésorerie de 9,599 milliards F CFP à la Caisse de Prévoyance sociale ;
- le redéploiement des crédits inscrits au premier collectif budgétaire et non entièrement consommés, en particulier sur les dépenses imprévues et le dispositif du revenu exceptionnel de solidarité (RES) ;
- le prélèvement du reliquat des réserves pour un peu plus de 11 milliards F CFP.

I. En section de fonctionnement

A. Les écritures neutres inscrites tant en recettes qu'en dépenses de fonctionnement

Ces inscriptions concernent pour 12,632 milliards F CFP des écritures d'ordres, des dépenses techniques, et des jeux d'écritures équilibrées qui n'engendrent pas de flux de trésorerie. Elles sont listées ci-dessous.

Un complément de crédits d'exonérations douanières d'un montant de 8,819 milliards F CFP s'ajoute aux 12 milliards F CFP inscrits au budget primitif pour permettre de solder les dossiers qui n'ont pas été comptabilisés en 2019 en raison d'une insuffisance de crédits.

Comme suite à la décision de justice condamnant un contribuable, une recette exceptionnelle est inscrite à hauteur de 2,469 milliards F CFP, qu'il est proposé de provisionner à due concurrence compte tenu de l'importance de la somme et du caractère incertain de son recouvrement.

Des provisions, passées en fin d'exercice 2019 au titre des créances douteuses de la paierie pour la plupart, sont reprises pour un montant de 997 millions F CFP.

Le stock de médicaments de la pharmacie d'approvisionnement et des hôpitaux périphériques est valorisé à 225 millions F CFP pour l'exercice 2019, son inscription est établie en recette comme en dépense.

Une inscription complémentaire de 50 millions F CFP en écriture d'ordre et un retrait de 350 millions F CFP en réel seront constatés sur l'amortissement des biens mobiliers et immobiliers et portera ainsi la dotation aux amortissements à 10,303 milliards F CFP pour l'exercice 2020. Ces modifications font suite à l'ajustement du calcul des dotations aux amortissements.

Par délibération n° 2019-97 APF du 28 novembre 2019 modifiée, est approuvé le transfert de la compétence relative aux aéroports de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa à la Polynésie française à compter du 1^{er} octobre 2020. Un droit à compensation calculé à hauteur de 36 millions F CFP pour 3 mois de gestion est à cet effet inscrit pour financer les charges d'exploitation de la société concessionnaire.

Une recette de 16 millions F CFP au titre du contrat d'objectifs et de moyen (COM) signé avec la CPS, relatif à la prise en charge de l'obésité infantile à Raiatea permettra le recrutement temporaire de personnel médical et paramédical dans le but de modifier le plus en amont possible les habitudes alimentaires et d'activité de l'enfant et de sa famille face à cette maladie.

Enfin, les interventions réalisées sur les domaines agricoles et forestiers de la collectivité nécessitent un supplément de 20 millions F CFP de crédits en travaux en régie.

B. Les modifications apportées aux recettes de fonctionnement

1. Une trajectoire en baisse des recettes marquées par les effets de la crise

La chute de l'activité due aux mesures de restrictions sanitaires entraîne une dégradation des rentrées fiscales évaluée à 15 milliards F CFP du fait notamment du recul de la consommation des ménages et des achats de biens et de services des entreprises.

Toutefois, les aléas autour de cette prévision demeurent importants et n'excluent pas une chute plus ou moins prononcée des recettes budgétaires dépendant du rebond de l'activité et de la consommation des ménages.

2. L'État garant de l'emprunt exceptionnel en faveur de la collectivité

La principale recette de fonctionnement provient de l'emprunt de l'AFD garanti par l'État, recette comptabilisée en section d'investissement, qui de manière exceptionnelle est transférée au compte de résultat pour un montant de 19,041 milliards F CFP.

En réponse à la lettre de demande d'emprunt exceptionnel (470 millions €) envoyée le 22 mai par le Président de la Polynésie française, l'État consent à garantir un prêt de l'AFD à hauteur de 240 millions €, soit 28,640 milliards F CFP, destiné notamment à compenser la perte de recettes fiscales et les hausses de dépenses exposées au titre des régimes d'aides aux particuliers et aux entreprises mis en place du fait de la crise Covid-19, ainsi que la couverture des besoins de trésorerie au profit de la CPS.

Ainsi, au titre des 28,640 milliards F CFP de recette d'emprunt comptabilisée en section d'investissement, une tranche de 16,468 milliards F CFP est destinée à la CPS (soit 9,599 milliards F CFP sous la forme d'un prêt, et 6,869 milliards F CFP au titre d'un versement anticipé de la dette due au FADES), et une autre partie de 12,172 milliards F CFP, dédié aux mesures de relance de l'économie.

3. Des prélèvements sur les réserves du budget général et du FIGD

Le solde disponible du budget général s'élevait en fin d'exercice 2019 à 21,834 milliards F CFP. Un montant de 10,828 milliards F CFP ayant déjà été prélevé dans le cadre du 1^{er} collectif budgétaire, il est proposé de mobiliser le reliquat de 11,005 milliards F CFP.

De même, un prélèvement à hauteur de 2 milliards F CFP sur les 4,993 milliards F CFP de réserves disponibles du compte d'affectation spéciale FIGD viendra alimenter le budget général. Ce versement permettra d'augmenter la capacité d'autofinancement de la collectivité dédiée aux 4,966 milliards F CFP de crédits de paiement supplémentaires hors prêt à la CPS. Le solde disponible de 2,993 milliards F CFP demeure suffisant pour couvrir les provisions restant à passer pour le remboursement in fine (à l'horizon 2021 et 2022) des emprunts obligataires contractés en 2014, d'un montant total de 1,490 milliard F CFP.

4. Les autres recettes

Un montant de 1,335 milliard F CFP au titre des remises territoriales de la collectivité ayant été perçu, il convient d'inscrire cette recette exceptionnelle. Ce reversement est issu de la quote-part retenue sur les recettes fiscales du Pays, attribuée aux agents de la direction des finances publiques en Polynésie française, sans fondement juridique légal. Ce versement ne se fait plus, les sommes sont donc restituées au Pays.

En outre, conformément à la lettre datée du 30 juin 2020 de la Commission Européenne, une quote-part de la tranche 2021 d'un montant de 5 millions € (soit 597 millions F CFP) du XI^{ème} FED au titre du programme territorial d'appui au secteur du tourisme, sera versée par anticipation au cours du 3^{ème} trimestre 2020.

Dans une moindre mesure, deux recettes de l'Etat sont inscrites au titre d'un ajustement de la dotation dans le domaine de l'éducation d'un montant de 9 millions F CFP et d'un remboursement de frais d'une mission de campagne de vaccination et de prise en charge des patients dans le cadre de l'épidémie de rougeole aux îles Samoa, à hauteur de 3 millions F CFP.

Enfin, il est proposé d'apurer des dettes et des créances inscrites sur des comptes d'attente et atteintes par la prescription. Il s'agit des retenues de garantie constituées au titre de marchés publics dont le remboursement n'a pas été réclamé par les entreprises. Les sommes à constater en recettes exceptionnelles s'élèvent à 50 millions F CFP. Par ailleurs, les dispositions de l'arrêté n° 275/PR du 24 janvier 2011 avaient mis fin aux agences spéciales (dont le mode de fonctionnement correspond à celui des régies d'avances et de recettes) des Marquises (Taiohae et Atuona). Les opérations réalisées par ces agences spéciales restant à régulariser génèrent une recette de 2 millions F CFP, et une dépense de 51 millions F CFP.

C. Les modifications apportées aux dépenses de fonctionnement

1. Le rétablissement partiel des crédits prélevés au 1^{er} collectif budgétaire

Le collectif budgétaire voté au mois de mars a acté une réduction massive de crédits à hauteur de -21,291 milliards F CFP, dont 15,886 milliards F CFP en section de fonctionnement. Cette mesure répondait à un besoin urgent de libérer des crédits ayant été inscrits en « dépenses imprévues », qu'il est proposé dès lors de rétablir en partie (11,321 milliards F CFP) afin d'assurer les missions de service public de l'administration et de ses satellites.

Ainsi, sur les 3,782 milliards F CFP de dépenses de personnel retirés au 1^{er} collectif budgétaire, 3,369 milliards F CFP seront réinscrits.

Un poste de médecin urgentiste en charge des évacuations sanitaires hélicoptérées sur l'archipel des Marquises, est créé. Les autres créations de postes ne sont acceptées qu'à condition d'être financées par des suppressions de postes à due concurrence. De plus, des CDD hors postes sont financés à hauteur de 16 millions F CFP par une recette affectée relative à un contrat d'objectifs et de moyens avec la CPS sur la lutte contre l'obésité infantile. Enfin, une enveloppe de 170 millions F CFP permettra de couvrir des dépenses de recrutements temporaires.

S'agissant des dépenses de fonctionnement courant, un montant de 2 milliards F CFP avait été retiré en mars, ces crédits ont été rétablis dans l'ensemble, et complétés de 32 millions F CFP.

Quant aux subventions aux établissements et académies, sur une diminution de 40 % de leur dotation d'exploitation (soit -2,306 milliards F CFP) effectuée, seuls 1,092 milliard F CFP seront rétablis. Au regard de la situation de chaque établissement en termes de fonds de roulement et des engagements déjà réalisés, une dotation basée sur le strict besoin nécessaire pour fonctionner correctement est ainsi calculée.

2. Le renforcement des mesures de soutien à l'emploi

En réponse au contexte de crise, le gouvernement a souhaité soutenir en ces circonstances exceptionnelles les entreprises et l'emploi par la création des mesures DIESE et DESETI. Ces dispositifs sont limités dans le temps (sur la période du 21 mai au 30 novembre) et à une liste de secteurs éligibles. Par ailleurs, est modifié le dispositif CSE qui, contrairement aux deux nouvelles mesures, couvre tous les secteurs d'activité.

Le DIESE est destiné aux salariés, il permet de compenser partiellement la perte de salaire du fait d'une réduction du temps de travail supérieur à 50 % ou d'une cessation temporaire d'activité de l'entreprise. Une enveloppe de 3,307 milliards F CFP lui est dévolue.

Le DESETI est destiné aux travailleurs indépendants contraints de cesser momentanément leur activité. Le besoin estimé pour 2500 prestataires s'élève à 750 millions F CFP pour une indemnité mensuelle de 50 000 F CFP.

Le contrat de soutien à l'emploi (CSE) qui est renommé en convention de soutien à l'emploi prévoit la prise en charge d'une partie de la perte de salaire subie par le salarié du fait de la réduction de son temps de travail. Ce dispositif est allongé de la durée de la convention de 3 à 6 mois, et de la durée maximale de renouvellement de 2 ans à 3 ans. Il est proposé d'inscrire 6 milliards F CFP en faveur de ce dispositif.

Enfin, un complément de 2,970 milliards F CFP est dédié à la mesure CAE pour permettre l'attribution d'aides supplémentaires, pour la mise en place de deux nouveaux dispositifs, à savoir les brigades sanitaires, ainsi que les licenciés économiques bénéficiant d'une mesure de formation professionnelle.

3. Le versement anticipé du solde du FADES

Le FADES a pour finalité l'apurement, au terme de l'exercice 2029, du déficit cumulé d'un montant de 14,769 milliards F CFP au 31 décembre 2010, de la branche maladie du RGS. Préalablement au versement de l'emprunt exceptionnel garanti par l'État, il est prévu de solder par anticipation la dette de la collectivité au profit de la CPS au titre du FADES, laquelle s'élève à 6,869 milliards F CFP.

4. Le plan de relance

Face aux conséquences économiques de la crise Covid-19, le gouvernement propose d'inscrire 2,4 milliards F CFP de crédits, pour moitié comptabilisée en section de fonctionnement, pour financer un plan de relance de l'économie axé tant sur l'offre que la demande.

Il s'agit d'une part de renforcer les moyens alloués aux aides à l'investissement des entreprises à travers des dispositifs d'aide à l'équipement des petites entreprises (AEPE) et d'aide pour la revitalisation des commerces de proximité et des restaurants (APCR). Un montant de 600 millions F CFP réparti de manière égale entre les deux mesures est proposé à cet effet.

De plus, la crise Covid-19 a mis à l'arrêt la filière perlicole, la suspension des vols commerciaux ayant empêché la venue des greffeurs chinois, et les ventes à la clientèle internationale. Pour soutenir ce secteur dont la reprise risque d'être très lente, il est prévu de mettre en place des dispositifs de soutien à la perliculture pour lesquels un budget de 300 millions F CFP sera consacré.

D'autre part, l'incertitude dans laquelle les ménages évoluent du fait de l'épidémie va les amener à adopter des comportements plus prudents, et donc à épargner davantage, s'agissant de ceux qui sont toujours en activité. En réponse au double objectif d'éviter l'effondrement de la demande, et de venir en aide au secteur automobile en difficulté, il est proposé de réinstaurer un dispositif de prime à la voiture propre. Le Pays souhaite favoriser le remplacement d'un véhicule âgé de 7 ans ou plus par l'achat d'un véhicule répondant à des caractéristiques précises d'émissions de CO², par l'octroi d'une aide d'un montant maximum de 250 000 F CFP. Le concessionnaire aura l'obligation de réduire sa marge d'un montant au moins équivalent au montant de l'aide du Pays. Une dotation de 200 millions F CFP en faveur de ce dispositif favorisera le renouvellement du parc automobile.

Enfin, une enveloppe de 100 millions F CFP permettra le financement du plan d'insertion sociale et professionnelle par la formation des demandeurs d'emploi, notamment les anciens salariés licenciés, ou en réduction de temps de travail, pour leur permettre d'une part de monter en compétences, et d'autre part, d'envisager une reconversion professionnelle en ce contexte particulier de crise.

5. Les autres mesures de soutien et dépenses diverses

En amont de la réouverture du ciel domestique début juillet, la compagnie Air Tahiti avait annoncé le 19 juin qu'elle ne pouvait plus assurer la desserte de 27 îles celles-ci étant déficitaires, pour ne pas aggraver sa situation financière mise en péril par le confinement. Aux termes d'un accord de reprise des dessertes aériennes interinsulaires, Air Tahiti s'engage à reprendre la desserte aérienne des 46 îles de son réseau en contrepartie de l'attribution d'une subvention de 450 millions F CFP.

Dans la perspective de la reprise des vols commerciaux le 15 juillet, le gouvernement prend un bail dans une structure hôtelière pour y accueillir les arrivants qui feraient l'objet d'un test Covid-19 positif. Le coût du bail, de même que la gestion de ces personnes confinées est évaluée à 100 millions F CFP.

II. En section d'investissement

A. Les écritures d'ordres (E/O) inscrites en recettes et en dépenses d'investissement

Les aéroports de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa qui sont cédés à la collectivité à titre gratuit par l'État sont valorisés aux montants respectifs de 4,500 milliards F CFP, 2,132 milliards F CFP, et 1,400 milliard F CFP.

L'Ifremer participe depuis plus de quarante ans au développement de l'élevage de la crevette bleue en Polynésie française. Ces travaux ont contribué à développer un savoir-faire sur l'amélioration génétique de l'espèce, ce qui a permis d'augmenter ses performances de croissance. Ainsi, des géniteurs ont été sélectionnés, pour créer une souche de crevettes utilisée pour l'élevage. Le transfert des savoir-faire vers les professionnels du centre de production Vaia a été effectué en 2015. Afin de régulariser cette situation, l'Ifremer a décidé de céder sa part de propriété pour 1 F CFP symbolique. Une opération d'ordre est créée à cet effet pour un montant de 3 milliards F CFP correspondant pour l'essentiel aux salaires des chercheurs et personnels en soutien pendant 15 années.

Le bâtiment communément appelé « rotonde » ou « centre 15 » sur la parcelle proche du CHPF est transféré à titre gratuit à la collectivité pour un montant valorisé à 1,750 milliard F CFP.

Les 6 dernières opérations d'ordre totalisent 390 millions F CFP, elles concernent pour 325 millions F CFP des acquisitions foncières.

B. Les modifications apportées aux recettes d'investissement

Le prêt spécial Covid-19 garanti par l'État de 28,640 milliards F CFP dont une part de 19,041 milliards F CFP est de manière exceptionnelle destinée à financer des mesures en section de fonctionnement, et le solde de 9,599 milliards F CFP alloué à un prêt en faveur de la CPS. La traduction comptable de ces mouvements est d'une part, l'inscription de la recette d'emprunt, d'autre part l'inscription d'une écriture d'ordre relative au transfert de la partie dédiée à la section de fonctionnement, et pour finir d'une opération de prêt à la CPS.

La capacité d'autofinancement dégagée par la section de fonctionnement pour un montant de 5,046 milliards F CFP permettra d'assurer le financement d'une partie des dépenses d'investissement.

Les recettes d'investissement liées aux partenariats financiers avec l'État sont complétées de 170 millions F CFP, dont notamment 108 millions F CFP au titre du CDP2 pour la construction du pôle de recherche de l'université du pacifique, et 33 millions F CFP au titre du FEI pour l'opération Manatua.

Les cessions d'immobilisations inscrites à hauteur de 197 millions F CFP concernent notamment une cession de terre au titre d'une rétrocession d'une parcelle ayant fait l'objet d'expropriation, conformément à une décision de justice (102 millions F CFP), et diverses cessions de remblais (67 millions F CFP).

Conformément aux règles d'amortissement applicables aux actifs de la collectivité, le calcul de la dotation aux amortissements aboutit à un retrait de 350 millions F CFP.

C. Les modifications apportées aux dépenses d'investissement

Les mouvements opérés en section d'investissement (y compris écritures d'ordre) concernent les mesures suivantes :

- 38 modifications de libellés telles que recensées en annexe 2 au projet de délibération ;
- 53 créations d'autorisations de programme pour un montant de 50,034 milliards F CFP en autorisations de programme, dont 32,024 milliards F CFP concernent 9 opérations d'ordre.

Hors dette et hors écritures d'ordre, un volume de 16,076 milliards F CFP en autorisations de programme et 14,808 milliards F CFP en crédits de paiement sont alloués aux opérations.

Hors écritures d'ordre, les mouvements en AP se présentent ainsi qu'il suit :

- - 6,003 milliards F CFP d'AP au titre d'opérations obsolètes, surévaluées, immatures ou à rapporter au montant des études (63 opérations mouvementées) ;
- + 22,080 milliards F CFP d'AP au titre d'opérations nouvelles devant démarrer sur l'exercice et/ou relevant d'un financement Etat nouvellement obtenu, ainsi que de réévaluations de coût d'objectif d'opérations existantes (100 opérations concernées, dont 44 opérations nouvelles).

Outre le prêt en faveur de la CPS d'un montant de 9,599 milliards F CFP, au titre des mouvements en AP hors E/O les plus importants figurent :

- 3,207 milliards F CFP de subventions à l'OPH concernant notamment les deux importants programmes de logements des résidences Ahonu dans la commune de Mahina et Atihiva dans la commune de Afaahiti dotées respectivement de 1,370 milliard F CFP et 1,350 milliard F CFP ;
- 2,449 milliards F CFP d'acquisitions foncières, couvertes à hauteur de 12 % par une inscription de CP ;
- 981 millions F CFP dédiés à la mission de développement des ressources propres, dont 400 millions F CFP pour la réalisation d'ateliers d'agro-transformation.

Hors écritures d'ordre, les mouvements enregistrés en CP sont caractérisés par un volume conséquent d'opérations tel que suit :

- 106 mouvements positifs pour un montant de 17,029 milliards F CFP,
- 63 mouvements négatifs pour un montant de -2,221 milliard F CFP.

En termes de crédits de paiement hors E/O, un ajustement global de 14,808 milliards F CFP est essentiellement dédié au prêt en faveur de la CPS (9,599 milliards F CFP), le solde de 5,209 milliards F CFP permettra d'impulser la redynamisation de l'investissement public.

Dès lors, dans le cadre de la mise en place du plan de relance, le gouvernement prévoit d'accroître les capacités d'intervention de la SOFIDEP au travers du dispositif de prêt à la relance (PRE). Un complément de 700 millions F CFP va permettre de renforcer la trésorerie des entreprises pour faire face à leurs charges fixes suite à la baisse ou à l'absence de chiffre d'affaires, et financer leur redémarrage à court terme. Pour résister à cette crise sanitaire et dans le cadre du plan de sauvegarde économique du mois de mars, les modalités du PRE avaient été adaptées dans le sens d'un abaissement de son taux d'intérêt à 0,75% et d'un allègement des conditions d'accès.

En outre, dans l'objectif de relancer le secteur du bâtiment et l'emploi par l'ouverture de chantiers de construction, et dans le même temps d'aider les ménages dans leur projet immobilier, le gouvernement complète d'une part de 152 millions F CFP le montant des CP pour atteindre l'enveloppe des 500 millions F CFP inscrits au BP au titre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Il décide d'autre part de doubler cette enveloppe qui atteindra la somme d'un milliard F CFP sur l'exercice 2020 en vue d'un assouplissement du dispositif. Les conditions d'éligibilité au dispositif d'AIM ne seraient plus soumises aux conditions de revenu, et une limite de 20% des travaux est envisagée avec un plafond de 2 millions F CFP. Les ménages répondant aux critères de revenus instaurés en 2019 pourront continuer à bénéficier d'une aide plus importante de 30 %, toutefois limitée à un plafond de 2 millions F CFP.

Parmi les autres inscriptions retenues, il convient de noter les hausses suivantes :

- 1,444 milliard F CFP d'acquisitions immobilières, dont notamment 394 millions F CFP au titre du paiement de la 1ère tranche de l'acquisition du domaine Martin situé sur l'île Raiatea, et 325 millions F CFP pour l'acquisition du laboratoire d'anatomo-cytopathologie à Pirae qui fait actuellement l'objet d'un bail de location, et 190 millions F CFP pour le paiement de la dernière tranche relative à l'acquisition du domaine Boubée-Barrier à Raiatea ;
- 625 millions F CFP d'aides à l'habitat individuel et à l'habitat dispersé ;
- 415 millions F CFP pour le versement du solde de la subvention relative à la pose du câble Manatua.

Examiné en commission le 17 juillet 2020, le projet de délibération portant modification n° 3 de la délibération n° 2019-99/APF du 10 décembre 2019 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 a recueilli un vote favorable des membres de la commission.

En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Antonio PEREZ

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DBF2020930DL-4

DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

portant modification n° 3 de la délibération
n° 2019-99 APF du 10 décembre 2019 approuvant
le budget général de la Polynésie française pour
l'exercice 2020

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-99 APF du 10 décembre 2019 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 ;

Vu la lettre du Premier Ministre de la République française du 15 juin 2020 relative à l'emprunt exceptionnel de 240 millions d'euros (c/v 28,640 milliards F CFP), à contracter auprès de l'agence française de développement (AFD) et garanti par l'État, affecté au financement des dépenses liées aux conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19, et aux mesures prises dans le cadre du plan de relance économique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1052 CM du 15 juillet 2020 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2020/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- L'emprunt versé par l'AFD et garanti par l'État, inscrit pour 28,640 milliards F CFP pourra financer à titre exceptionnel les dépenses de fonctionnement de la Polynésie française liées aux conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19, et aux mesures prises dans le cadre du plan de relance économique de la Polynésie française.

La Polynésie française est ainsi autorisée à effectuer la reprise de l'excédent de la section d'investissement généré par l'emprunt AFD garanti par l'État, en section de fonctionnement, selon l'écriture suivante :

- Débit du compte 1068 *Excédents de fonctionnement capitalisés*,
- Crédit du compte 7785 *Excédent d'investissement transféré au compte de résultat*.

Article 2. Les recettes ordinaires du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 sont modifiées comme suit :

LIGNE BUDGETAIRE / MISSION / PROGRAMME	Article	LIBELLÉ	EN +	EN -
002		Résultat de fonctionnement reporté		
		Résultat de fonctionnement reporté	11 005 408 843	
		TOTAL MISSION 002	11 005 408 843	0
96202		REMUNERATION ET CHARGES		
	7478	Autres participations	15 815 000	
		TOTAL MISSION 962	15 815 000	0
96403		ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME		
	7477	Participations du Fonds européens et internationaux	596 658 711	
		TOTAL MISSION 964	596 658 711	0
96501		AGRICULTURE ET ELEVAGE		
	722	Immobilisations corporelles (E/O)	10 000 000	
96502		FORETS		
	722	Immobilisations corporelles (E/O)	10 000 000	
		TOTAL MISSION 965	20 000 000	0
96902		ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		
	74711	Participations de l'Etat - Education	8 089 292	
96903		ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL		
	74711	Participations de l'Etat - Education	4 119 929	
		TOTAL MISSION 969	12 209 221	0
97001		OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE		
	6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	115 185 194	
97002		SANTE PUBLIQUE - PREVENTION		
	6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	109 758 576	
	74712	Participations de l'Etat - Santé	2 631 000	
		TOTAL MISSION 970	227 574 770	0
97103		COHESION SOCIALE		
	74711	Participations de l'Etat - Education		3 567 663
		TOTAL MISSION 971	0	3 567 663
97301		GESTION DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES		
	7033	Redevances sur les agrégats		5 625 000
		TOTAL MISSION 973	0	5 625 000
97402		PORTS ET AEROPORTS		
	7031	Redevances aéroportuaires		1 700 000
		TOTAL MISSION 974	0	1 700 000
97503		TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE		
	7031	Redevances aéroportuaires		85 000 000
	74718	Autres participations de l'Etat	35 799 523	
		TOTAL MISSION 975	35 799 523	85 000 000
97602		GESTION DU DOMAINE PUBLIC		
	7034	Redevance d'occupation du domaine public maritime		175 000 000
	7038	Autres redevances et recettes d'utilisation du domaine		7 500 000
		TOTAL MISSION 976	0	182 500 000
99001		FISCALITE INDIRECTE		
	7111	TVA à l'importation		2 850 862 567
	7112	TVA régime intérieur		3 493 500 000
	71211	Taxe de consommation sur les hydrocarbures		477 875 000
	71212	Taxe intérieure sur les produits pétroliers		25 125 000
	71213	Taxe spécifique exceptionnelle sur certains carburants		138 000 000
	71221	Taxe supplémentaire de solidarité ad valorem		3 125 000
	71223	Taxe spécifique sur consommation de boissons viniques		26 875 000
	71224	Taxe de consommation sur autres boissons alcoolisées		6 750 000
	71225	Taxe pour le Développement du Sport et de la jeunesse		59 500 000
	71226	Droit Spécifique Spécial de Consommation sur la Bière		23 750 000
	71251	Taxe spécifique grands travaux et routes		93 375 000
	71261	Droits de douane		929 250 000
	71262	Taxe pour l'environnement, l'agriculture et la pêche		370 250 000
	71263	Taxe de statistique		24 125 000
	71271	Taxe forfaitaire postale		9 000 000
	71272	Taxe forfaitaire voyageurs		11 375 000
	71281	Taxe de développement local		259 750 000
	71283	Taxe spéciale spécifique de consommation		167 875 000
	71284	Taxe de consommation sur les tabacs et alcools importés		39 500 000
	71381	Taxe sur les conventions d'assurance		66 445 000
	71384	Taxe sur les jeux		109 062 500
	7141	Droits spécifiques sur les perles exportées		362 320 628
	7142	Taxe à l'exportation de l'huile de coprah raffinée et de Monoï de Tahiti		3 687 500
	7151	Droits d'enregistrement		562 500 000
	7152	Droit de timbre et de visa		67 262 500
	7154	Taxe de publicité immobilière		28 750 000
	7181	Amendes et confiscations - Douanes		7 000 000
	7182	Amendes et pénalités DAF		14 000 000
	7183	Exonérations de droits et taxes à l'importation (E/O)	8 818 848 071	
99002		FISCALITE DIRECTE		
	73111	Impôt sur le bénéfice des sociétés		1 344 958 430
	73113	Contribution supplémentaire à l'impôt sur le bénéfice des sociétés		477 742 664
	73114	Impôt sur les transactions		153 138 211
	73116	Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers		1 350 000 000
	73124	Impôt sur les plus-values immobilières		25 000 000
	73126	Retenue à la source sur les revenus des non-résidents		141 912 500
	73130	Taxe sur le chiffre d'affaire des services de télécommunication		17 920 000
	7321	Taxe de mise en circulation		170 387 500
	7322	Taxe d'environnement pour le recyclage des véhicules		28 425 000
	7343	Redevance de promotion touristique		721 050 000

	7387	Amendes et pénalités - Contributions		63 750 000
	781	Reprises sur amortissements et provisions - produits de fonctionnement	915 000 000	
		TOTAL MISSION 990	9 733 848 071	14 725 175 000
99102		AUTOFINANCEMENT NET		
	777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	50 000 000	
99103		OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES		
	778	Autres produits exceptionnels	5 856 727 503	
	7785	Excédent d'investissement transféré au compte de résultat	19 040 508 646	
	781	Reprises sur amortissements et provisions - produits de fonctionnement	82 000 000	
		TOTAL MISSION 991	25 029 236 149	0
TOTAL GÉNÉRAL.....			46 676 550 288	15 003 567 663
SOLDE			31 672 982 625	

Article 3. Les dépenses ordinaires du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 sont modifiées comme suit :

LIGNE BUDGETAIRE / MISSION / PROGRAMME	Article	LIBELLÉ	EN +	EN -
022		DEPENSES IMPREVUES		15 995 000 000
		TOTAL MISSION 022	0	15 995 000 000
023		VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 046 428 924	
		TOTAL MISSION 023	5 046 428 924	0
96001		GOUVERNEMENT		
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	42 000 000	
	618	Divers services extérieurs	24 300	
	628	Divers - Autres services extérieurs	2 298	
96003		CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL		
	6554	Dotation de fonctionnement du Conseil économique, social et culturel	37 750 000	
96005		ADMINISTRATION GENERALE		
	606	Achats non stockés de matières et fournitures		950 000
	618	Divers services extérieurs	489 642	
	623	Publicité, publications, relations publiques		2 200 000
	624	Transports		3 150 000
	625	Déplacements et missions		2 660 000
	626	Frais postaux et frais de télécommunications		200 000
	628	Divers - Autres services extérieurs		7 700 000
96008		COMMUNICATION		
	618	Divers services extérieurs	4 050	
		TOTAL MISSION 960	80 270 290	16 860 000
96102		INFORMATIQUE		
	615	Entretien et réparations	689 011	
	618	Divers services extérieurs	877 183	
	628	Divers - Autres services extérieurs	153 745	
	6581	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	6 654 693	
		TOTAL MISSION 961	8 374 632	0
96201		RESSOURCES HUMAINES		
	613	Locations		2 000 000
	618	Divers services extérieurs		7 000 000
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		12 700 000
	624	Transports		5 600 000
96202		REMUNERATION ET CHARGES		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 000 000	
	64111	Rémunération brute	2 584 311 550	
	64112	Indemnités pour travaux supplémentaires	196 516 569	
	6413	Personnel non titulaire	142 711 703	
	645	Charges sociales	419 480 178	
	648	Autres charges de personnel	30 000 000	
		TOTAL MISSION 962	3 392 020 000	27 300 000
96301		PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES		
	6552	Fonds intercommunal de péréquation	5 000 272 019	
	681	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges de fonctionnement	276 762 773	
96302		PARTENARIAT AVEC LES ARCHIPELS		
	65281	Continuité territoriale archipels	171 500 000	
96304		PROJETS PILOTES DE DEVELOPPEMENT DURABLE		
	674352	Etablissement de Teva	56 400 000	
		TOTAL MISSION 963	5 504 934 792	0
96401		EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES		
	616	Primes d'assurances	673 903	
96402		AIDE ET REGULATION DU TOURISME		
	616	Primes d'assurances	95 580	
	618	Divers services extérieurs	11 667	
96403		ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME		
	657451A	GIE Tahiti tourisme	185 600 000	
		TOTAL MISSION 964	186 381 150	0

96501		AGRICULTURE ET ELEVAGE			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	28 862 580		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 000 000		
	6524	Aides aux secteurs de l'agriculture, élevage...	60 000 000		
	674351	Vanille de Tahiti	75 000 000		
	677	Travaux en régie (E/O)	10 000 000		
96502		FORETS			
	677	Travaux en régie (E/O)	10 000 000		
96503		PECHE ET AQUACULTURE			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	12 834 859		
	617	Etudes et recherches	15 000 000		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	36 000 000		
	6523	Aides aux secteurs de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture,...	73 000 000		
	6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	10 000 000		
96504		PERLICULTURE			
	652	Aides à caractère économique	300 000 000		
96505		ARTISANAT			
	628	Divers - Autres services extérieurs	50 364		
		TOTAL MISSION 965	634 747 803	0	
96601		REGULATION			
	6555	Dotation de fonctionnement de l'Autorité polynésienne de la concurrence	6 800 000		
	657362	Institut de la statistique	170 170 000		
96603		DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES			
	652	Aides à caractère économique	1 072 520 852		
	6527	Aides au secteur du logement,...	70 000 000		
96604		REGULATION DES PRIX			
	652	Aides à caractère économique	273 000 000		
96605		TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT			
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 488 846		
96606		PROPRIETE INDUSTRIELLE			
	628	Divers - Autres services extérieurs	6 111		
		TOTAL MISSION 966	1 600 985 809	0	
96701		TRAVAIL			
	618	Divers services extérieurs	271 393		
	6556B	Fonds pour l'amortissement du déficit social	6 868 671 338		
	657331C	RGS		4 000 000 000	
96702		EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE			
	651	Aides à la personne	11 960		
	6556D	Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté	12 277 000 000		
96703		FORMATION PROFESSIONNELLE			
	65212	Emploi et insertion professionnelle	100 360 000		
	657322	Centre de formation professionnelle pour adultes	100 000 000		
	657323	Etablissement public d'enseignement, de formation professionnelle agricoles	32 000 000		
	657342	Centre des métiers d'art	22 610 000		
		TOTAL MISSION 967	19 400 924 691	4 000 000 000	
96801		CULTURE ET ART CONTEMPORAIN			
	657341	Conservatoire artistique	67 045 000		
	657343	Te fare tauihi nui	167 390 000		
	6574	Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé	22 000 000		
96802		PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS			
	618	Divers services extérieurs	8 750		
		TOTAL MISSION 968	256 443 750	0	
96901		ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			
	613	Locations	2 000 000		
96902		ENSEIGNEMENT SECONDAIRE			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	1 078 600		
96904		ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE			
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		1 000 000	
96905		SOUTIEN A L'ELEVE			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	5 489 260		
	628	Divers - Autres services extérieurs	2 357 000		
	6568	Autres participations	72 800 000		
96906		PROMOTION DES LANGUES POLYNESIENNES, PLURILINGUISME,...			
	628	Divers - Autres services extérieurs	13 763 400		
	657441A	Académie tahitienne	8 695 000		
	657441B	Académie marquisienne	3 364 000		
	657441C	Académie paumotu mangareva	2 284 000		
		TOTAL MISSION 969	111 831 260	1 000 000	
97001		OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE			
	6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	115 185 194		
	618	Divers services extérieurs	8 100		
97002		SANTE PUBLIQUE - PREVENTION			
	6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	109 758 576		
	618	Divers services extérieurs	19 356		
	628	Divers - Autres services extérieurs	5 967		
	674311	Institut Louis Malardé	100 000 000		
97003		VEILLE ET SECURITE SANITAIRES			
	613	Locations	60 000 000		
	615	Entretien et réparations	10 000 000		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		1 500 000	
	626	Frais postaux et frais de télécommunications	10 000 000		
	628	Divers - Autres services extérieurs	20 000 000		
		TOTAL MISSION 970	424 977 193	1 500 000	

97101		PROTECTION DE L'ENFANCE			
	618	Divers services extérieurs	135 001		
	657334	Fare tama hau	25 140 000		
97102		SOLIDARITE			
	618	Divers services extérieurs	8 230		
	657331A	RNS	550 000 000		
97103		COHESION SOCIALE			
	616	Primes d'assurances	26 389		
97104		ACCES AU LOGEMENT			
	6528	Autres aides à caractère économique	125 000 000		
	6574	Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé	150 000 000		
	6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	20 000 000		
97105		JEUNESSE			
	651	Aides à la personne	6 360 178		
	6574	Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé	2 411 737		
97106		SPORTS			
	613	Locations	2 975 000		
	6574	Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé	25 214 726		
		TOTAL MISSION 971	907 271 261	0	
97301		GESTION DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	11 216 170		
	618	Divers services extérieurs	4 140		
	628	Divers - Autres services extérieurs	46 000 000		
97302		PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS			
	618	Divers services extérieurs	3 222		
	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	51 750 000		
		TOTAL MISSION 973	108 973 532	0	
97401		RESEAU ROUTIER			
	615	Entretien et réparations	101 193		
97403		PROTECTION CONTRE LES EAUX			
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	200 000		
	671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 955 000		
97404		ENERGIE			
	618	Divers services extérieurs	18 000 000		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	27 507 229		
97405		POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES			
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		25 000 000	
	624	Transports		1 000 000	
	625	Déplacements et missions		2 500 000	
	6573	Subventions de fonctionnement aux organismes publics		7 000 000	
	6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	500 000 000		
97406		MEDIAS			
	6744	Subventions exceptionnelles aux associations et aux autres organismes de droit privé	227 500 000		
		TOTAL MISSION 974	777 263 422	35 500 000	
97501		TRANSPORTS TERRESTRES ET SECURITE ROUTIERE			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	4 686 400		
	615	Entretien et réparations	7 960 000		
	616	Primes d'assurances	140 150		
	618	Divers services extérieurs	161 962		
97502		TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	3 939 192		
	618	Divers services extérieurs	25 327		
	623	Publicité, publications, relations publiques	97 180		
	628	Divers - Autres services extérieurs	67 650 000		
97503		TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	50 799 523		
	616	Primes d'assurances	298 329		
	6744	Subventions exceptionnelles aux associations et aux autres organismes de droit privé	450 000 000		
97504		SECURITE AEROPORTUAIRE (ETAT)			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	71 000 000		
	625	Déplacements et missions	77 000 000		
		TOTAL MISSION 975	733 758 063	0	
97601		URBANISME			
	628	Divers - Autres services extérieurs	282		
97602		GESTION DU DOMAINE PUBLIC			
	615	Entretien et réparations	10 000 000		
97603		AFFAIRES FONCIERES			
	613	Locations	10 560		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		1 500 000	
	6518	Autres - Aides à la personne	50 000 000		
97604		HABITAT			
	674331	Office polynésien de l'habitat	269 810 000		
		TOTAL MISSION 976	329 820 842	1 500 000	
99001		FISCALITE INDIRECTE			
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	12 918 096		
	618	Divers services extérieurs	87 828		
	628	Divers - Autres services extérieurs	7 426 092		
	7191	Exonérations de droits et taxes à l'importation (E/O)	8 818 848 071		
99002		FISCALITE DIRECTE			
	618	Divers services extérieurs	1 531 841		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	915 000 000		
	654	Pertes sur créances irrécouvrables	115 761 766		
		TOTAL MISSION 990	9 871 573 694	0	

99101		ENGAGEMENTS FINANCIERS		
	627	Services bancaires et assimilés	72 000 000	
99102		AUTOFINANCEMENT NET		
	681	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges de fonctionnement		300 000 000
99103		OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES		
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	82 000 000	
	678	Autres charges exceptionnelles	51 167 370	
	681	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges de fonctionnement	2 469 494 147	
		TOTAL MISSION 991	2 674 661 517	300 000 000
TOTAL GÉNÉRAL.....			52 051 642 625	20 378 660 000
SOLDE			31 672 982 625	

Article 4. Les recettes extraordinaires du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 sont modifiées comme suit :

LIGNE BUDGETAIRE / MISSION / PROGRAMME	Article	LIBELLÉ	EN +	EN -
021		VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5 046 428 924	
		TOTAL MISSION 021	5 046 428 924	0
024		PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	196 875 000	
		TOTAL MISSION 024	196 875 000	0
90105	131	ACHATS DE MATERIELS ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU		
		Subventions d'équipement reçues transférables	685 000	
		TOTAL MISSION 901	685 000	0
90501	132188	AGRICULTURE ET ELEVAGE		
		Autres-autres subventions de l'Etat	767 305	
90503	131	PECHE ET AQUACULTURE		
		Subventions d'équipement reçues transférables	3 000 000 000	
	218	Autres immobilisations corporelles	678 099	
		TOTAL MISSION 905	3 001 445 404	0
90801	131188	CULTURE ET ART CONTEMPORAIN		
		Autres-autres subventions de l'Etat	10 936 138	
		TOTAL MISSION 908	10 936 138	0
90902	131183	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		
		Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie	8 353 222	
	131188	Autres-autres subventions de l'Etat	8 412 888	
90904	131152	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE		
		Contrat de projets n°2	108 254 370	
		TOTAL MISSION 909	125 020 480	0
91402	131	PORTS ET AEROPORTS		
		Subventions d'équipement reçues transférables	8 032 000 000	
91403	231	PROTECTION CONTRE LES EAUX		
		Immobilisations corporelles en cours	145 705 385	
91405	131181	POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES		
		Fonds exceptionnels d'investissement	33 010 024	
		TOTAL MISSION 914	8 210 715 409	0
91603	131	AFFAIRES FONCIERES		
		Subventions d'équipement reçues transférables	1 750 000 000	
	168	Autres emprunts et dettes assimilées	325 000 000	
		TOTAL MISSION 916	2 075 000 000	0
95101	164	ENGAGEMENTS FINANCIERS		
		Emprunts auprès des établissements de crédit	28 639 618 138	
95102	280	AUTOFINANCEMENT NET		300 000 000
		Amortissements des immobilisations incorporelles		
95103	454	OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES		
		Travaux effectués d'office pour le compte de tiers	63 500 000	
		TOTAL MISSION 951	28 703 118 138	300 000 000
TOTAL GÉNÉRAL.....			47 370 224 493	300 000 000
SOLDE			47 070 224 493	

Article 5. Les autorisations de programme votées au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 sont modifiées comme suit :

MISSION	A. P.	LIBELLÉ	EN +	EN -
901		MOYENS INTERNES		
	12.2014	Construction de la circonscription d'action sociale de Moorea - Maiao	34 376 038	
	26.2017	Permis côtier - Modernisation des outils de l'épreuve théorique	1 000 000	
	374.2017	Acquisition de matériel informatique pour le projet pilote e-DSFE	15 000 000	
	441.2018	Construction d'un parking silo - Travaux	84 000 000	
	7.2019	Travaux d'aménagement et de construction - SPJ Taunua - 2019		22 802
	8.2020	Travaux de rénovation du SGG	10 000 000	
	xxx.2020	Acquisition de locaux Centre Paofai - Papeete	68 250 000	
	xxx.2020	Cession d'un véhicule au profit du Pays (E/O)	685 000	
	xxx.2020	Construction de deux logements de fonction	50 000 000	
	xxx.2020	Licences de logiciels SIG 2021-2023	85 000 000	
		TOTAL MISSION 901	348 311 038	22 802
903		PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"		
	5.2012	Contribution au projet d'assainissement de la commune de Papeete (FED)		26 948 101
	63.2018	Subvention TNAD - Construction de la salle de conférence et de spectacle de Outumaoro - Etudes et travaux	500 000 000	
	45.2019	Aménagement divers pépinières, parcs, jardins et espaces verts publics - 2019		14 209 473
	46.2019	Acquisition d'engins, matériels d'outillages techniques SPJ - 2019		358 623
		TOTAL MISSION 903	500 000 000	41 516 197

904		TOURISME		
	70.2015	Aménagement du site de Mahana Park	5 000 000	
	72.2015	Aménagement du site de Vaiava - Punaauia	20 000 000	
	300.2016	Aménagement du site de Tehoro	4 000 000	
	66.2017	Travaux d'intervention sur le site des 3 cascades (intempéries de décembre 2015) (ex CAVC)	5 000 000	
	387.2017	Aménagement du site de Puunui - Etudes		15 000 000
	76.2020	Travaux d'aménagement de l'accès aux cascades 2 et 3 du site des 3 cascades (CdP 2 - 2020)	30 000 000	
	54.2019	Aide au développement des logements chez l'habitant - 2019		79 684 003
905		TOTAL MISSION 904	64 000 000	94 684 003
		DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES		
	273.2013	Construction d'ateliers relais - filière bois - Iles sous le vent	3 414 250	
	88.2014	Reconstruction du centre artisanat de Mahina		8 976 771
	89.2017	Aides financières aux porteurs de projet en agriculture - 2017		40 000 000
	92.2017	Subvention EVT - Aménagement d'une zone de fabrication de fertilisants		417 999
	94.2017	Subvention CAPL - Renouvellement du parc automobile		4 500 000
	392.2017	Réalisation d'ateliers d'agro transformation pour le développement de l'agriculture (CdP 2 - 2019)	246 419 025	
	85.2018	Aides financières aux porteurs de projets agricoles et d'agro-transformation - Marquises - 2018		18 174 400
	86.2018	Aides au développement de la cocoteraie - 2018		833 333
	101.2018	Subvention EVT - Acquisition de broyeurs		1 535 468
	114.2018	Acquisition d'équipements forestiers - 2018		12 778 433
	66.2019	Aménagement des domaines agricoles - IDV - 2019		15 600 879
	68.2019	Aménagement des domaines agricoles - Australes - 2019		16 688 446
	69.2019	Aménagement des domaines agricoles - MARQ - 2019		17 371 421
	70.2019	Aides financières aux porteurs de projets - IDV - 2019		120 000 000
	75.2019	Travaux sur lotissements et domaines agricoles - ISLV - 2019		327 350
	85.2019	Aménagement des domaines agricoles TG - 2019		30 000 000
	86.2019	Développement des filières vivrières - Aménagements de terrains et acquisitions de plants - 2019		48 474 483
	94.2019	Aides financières aux porteurs de projets filière Bois - 2019		100 000 000
	97.2019	Réhabilitation et extension de la miellerie collective de Hiva Oa	3 730 836	
	101.2019	Développement de la filière pinus - 2019		6 972 631
	380.2019	Subvention CAPL - Acquisition d'équipements et de matériels divers - 2019		10 000 000
	428.2019	Rénovation et aménagement des centres artisanaux du Pays - 2019		1 048 000
	105.2020	Equipements agricoles et véhicules de chantier et spécialisés pour la DAG - 2020		63 000 000
	xxx.2020	Acquisition de matériel de sécurité - 2020	8 000 000	
	xxx.2020	Acquisition de matériels et équipements pour le traitement des filières d'agro-transformation	80 000 000	
	xxx.2020	Aménagement du domaine Atimaono "plateaux" - Travaux (CVT Agri 2020)	107 802 000	
	xxx.2020	Cession à titre gratuit d'une machine à glace, silo, chambre froide au profit de la coopérative MOKAI (E/O)	678 099	
	xxx.2020	Cession de souche de crevettes au profit du Pays (E/O)	3 000 000 000	
	xxx.2020	Construction du bâtiment pour Projet ReSSeM - Travaux et équipements	20 000 000	
	xxx.2020	Développement des filières vivrières	100 000 000	
	xxx.2020	Etudes et travaux pour la réalisation d'ateliers d'agro-transformation pour le développement de l'agriculture	400 000 000	
	xxx.2020	Subvention à la S3P - Acquisition de matériels de transport	12 000 000	
		TOTAL MISSION 905	3 982 044 210	516 699 614
906		ECONOMIE GENERALE		
	342.2015	Subvention SOFIDEP PRE (Pret relance entreprises)	700 000 000	
908		TOTAL MISSION 906	700 000 000	0
		CULTURE ET PATRIMOINE		
909	107.2015	Portail Internet pour la promotion des biens du Pays inscrits ou candidats au Patrimoine mondial de l'Unesco		19 060
	147.2018	Numérisation des fonds d'archives - 2018		2
	149.2018	Modernisation de l'architecture informatique		10 000 000
	109.2019	Subvention TFTN - Aménagements et acquisitions de matériels - 2019		3 572 086
	112.2019	Aménagements et travaux divers sur sites culturels - 2019		11 737 380
	113.2019	Subvention d'investissement aux associations - 2019		1 800 000
	114.2019	Subvention MTI - Aménagement et acquisitions de matériels divers - 2019		3 107 094
	116.2019	Valorisation du patrimoine - 2019		250 000
	117.2019	Numérisation des fonds d'archives - 2019		20 000 000
	119.2019	Acquisition de matériels divers pour sites culturels - 2019		3 887 965
	389.2019	Acquisition d'oeuvres d'art - 2019		694 288
	152.2020	Subvention TFTN - Acquisitions de bibliothèques mobiles		15 000 000
	155.2020	Numérisation des fonds d'archives - 2020		30 000 000
	159.2020	Acquisition d'oeuvre d'art - 2020	3 500 000	
	160.2020	Aménagement et travaux divers sur sites culturels - 2020	12 000 000	
		TOTAL MISSION 908	15 500 000	100 067 875
		ENSEIGNEMENT		
910	87.2016	Restructuration du lycée professionnel d'Uturoa - Etudes et travaux (Etat Educ-2017)	34 000 000	
	323.2016	Construction de l'internat de la cité scolaire de Faa'a - Etudes et travaux (PIA - 2017)	60 000 000	
	423.2017	Construction de 2 salles de classes au collège de Paea - Etudes et Travaux	15 000 000	
	150.2018	Subvention EPEFPA - Travaux de potabilisation du réseau d'adduction en eau		561 796
	151.2018	Subvention EPEFPA - Travaux de réalisation d'une dalle préau		403 551
	170.2018	Collège de Arue - Réhabilitation - Travaux (Etat Educ-2018)	30 000 000	
	120.2019	Subvention CPMFR - Constructions, aménagements et équipements de la MFR Vairao - garçons	5 000 000	
	121.2019	Subvention CPMFR - Réaménagement des locaux de la MFR de Tahaa	30 000 000	
	123.2019	Centre de recherche polynésien INNOVENTOMO - Travaux et équipements (CdP 2 - 2019)	125 000 000	
	146.2019	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées (Etat-Educ 2019)	60 000 000	
	xxx.2020	Subvention DDEC - Rénovation collège St Anne - Atuona	325 000 000	
		TOTAL MISSION 909	684 000 000	965 347
		SANTE		
911	190.2020	Acquisition immobilière - Laboratoire d'anatomo-cytopathologie - Pirae	149 800 000	
	203.2020	Travaux et équipements divers des structures de soins de la Direction de la santé - 2020	20 000 000	
	xxx.2020	Acquisition terre Vaihi 2 - Plateforme pharmaceutique - Pirae	237 000 000	
	xxx.2020	Travaux d'aménagement de la salle de scanner de l'hôpital Louis Rollin de Taiohae	40 000 000	
913		TOTAL MISSION 910	446 800 000	0
		VIE SOCIALE		
911	xxx.2020	Acquisition parcelle du lotissement Pitae - Papara	4 968 000	
		TOTAL MISSION 911	4 968 000	0
913		ENVIRONNEMENT		
	460.2018	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de l'atoll de Aratika		3 000 000
	461.2018	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de l'atoll de Kauehi		2 030 688
	225.2020	Subventions aux associations pour des projets environnementaux - 2020		3 000 000
		TOTAL MISSION 913	0	8 030 688

914		RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS		
	281.2017	Travaux d'enrochement prioritaires sur les rivières IDV - 2017 (Intempéries IDV - 21 et 22 janvier 2017) (FSOM)	92 046 035	
	365.2017	Travaux d'enrochement prioritaires sur les rivières de Tahiti - Tr 3 (3IF 2017)	14 893 677	
	450.2017	Reconstruction de l'aérogare de Maupiti	50 000 000	
	323.2018	Aérodrome de Tikehau - Création d'un balisage lumineux - Etudes	15 000 000	
	330.2018	Aérodrome de Ahe - Mise aux normes CHEA code 3C et création d'un balisage lumineux - Etudes (3IF 2018)	10 000 000	
	331.2018	Construction d'une marina à Arutua - Travaux (3IF 2018)	20 000 000	
	347.2018	Réfection des débarcadères Nord et Sud - Rimatara (3IF 2018)	65 000 000	
	355.2018	Travaux d'enrochement prioritaires sur les rivières de Tahiti - Tranche 4 (3IF 2018)	24 423 814	
	270.2019	Réhabilitation du débarcadère de Anaa - Travaux (3IF 2019)	45 000 000	
	277.2019	Aérodrome de Anaa - Création d'un balisage lumineux - Etudes	10 000 000	
	296.2019	Renforcement des berges de rivière et du littoral sur Tahiti (3IF 2019)	41 279 487	
	408.2019	Mise aux normes des moyens de distribution électrique de Makemo	60 000 000	
	442.2019	Etude préliminaire relative à l'accueil de moyens courriers Nuku Hiva	60 000 000	
	258.2020	Reconstruction du pont de la rivière Hamuta sur l'avenue Général De Gaulle - Pirae - Tranche 2 (3IF 2020)		70 000 000
	276.2020	Construction du débarcadère de Anau - Bora Bora - Travaux (3IF 2020)		320 000 000
	279.2020	Aérodrome de Tureia - Mise aux normes CHEA et réfection de la piste		270 000 000
	280.2020	Protection du littoral le long de la RT6 en sortie de Ppt vers l'échangeur de Faa'a - Travaux Tr1 (3IF 2020)	100 000 000	
	281.2020	Reconstruction du quai de Farepiti - Bora Bora - Travaux - Tranche 1 (3IF 2020)		200 000 000
	282.2020	Construction de la marina de Vaitape - Bora Bora - Travaux (3IF 2020)		150 000 000
	284.2020	Réhabilitation du quai de Tapuamu - Tahaa - Travaux - Tr2 (3IF 2020)		20 000 000
	287.2020	Aménagement des ouvrages maritimes de Avatoru - Rangiroa - Travaux (3IF 2020)	70 000 000	
	288.2020	Reconstruction du débarcadère de Vahitahi - Nukutavake - Travaux (3IF 2020)		40 000 000
	293.2020	Aérodrome de Takume - Mise aux normes CHEA code 2C (3IF 2020)		150 000 000
	xxx.2020	Acquisition matériels topographiques - Subdivision DEQ ISLV - 2020	2 500 000	
	xxx.2020	Acquisition parcelle rivière Afeu - Papeari	52 000 000	
	xxx.2020	Acquisitions foncières pour la protection du littoral à Faaripo - Tahiti	20 000 000	
	xxx.2020	Aménagement de la rue BOVIS à Papeete	40 000 000	
	xxx.2020	Aménagement de la traversée de Paea - Travaux complémentaires	100 000 000	
	xxx.2020	Confortement des berges de la rivière Papai à Avera - Raiatea	30 000 000	
	xxx.2020	Création d'un nouvel aérodrome sur l'atoll de Apataki - Etudes	50 000 000	
	xxx.2020	Déviations de route à Taiohae pour la création d'une hélistation (3IF 2020)	52 000 000	
	xxx.2020	Etudes d'aménagement des infrastructures routières en vue des jeux olympiques 2024 - Teahupoo	30 000 000	
	xxx.2020	Frais de transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays des aérodromes de Bora Bora, Rangiroa et Raiatea	45 000 000	
	xxx.2020	Protection des berges de la rivière Tevihonu - Etudes	15 000 000	
	xxx.2020	Régularisations foncières tous archipels - 2020	50 000 000	
	xxx.2020	Subvention OPT - Naitua Sud (FEI 2020)	1 100 000 000	
	xxx.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Bora Bora (E/O)	4 500 000 000	
	xxx.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Raiatea (E/O)	2 132 000 000	
	xxx.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Rangiroa (E/O)	1 400 000 000	
		TOTAL MISSION 914	10 296 143 013	1 220 000 000
915		TRANSPORTS		
	284.2017	Etude socio-économique pour la mise en place d'un TCSP dans l'agglomération de Papeete	10 000 000	
	287.2017	Achat d'un navire pour la desserte des Marquises (Iles du nord)	40 000 000	
	304.2020	Acquisition de deux hélicoptères pour les îles Marquises		800 000 000
	306.2020	Travaux divers connexes aux infrastructures existantes de la DTT - 2020	11 000 000	
	xxx.2020	Acquisition d'équipements de contrôle technique DTT - 2020	7 000 000	
	xxx.2020	Acquisition d'un bus-école	25 000 000	
	xxx.2020	Aménagement de la gare routière d'Outumaoro - Punaauia	100 000 000	
		TOTAL MISSION 915	193 000 000	800 000 000
916		URBANISME, HABITAT ET FONCIER		
	223.2016	Couverture photo cadastrale 2016-2018		12 813 542
	307.2017	Prestations cadastrales et de développement informatique web de l'outil SIG du cadastre - 2017		7 085
	468.2017	Etudes et aménagements divers du domaine Atimaono	20 000 000	
	428.2018	Prestations cadastrales et de développement informatique web de l'outil SIG du cadastre - 2018	25 090	
	431.2018	Acquisitions immobilières d'opportunité - 2018		142 178 000
	348.2019	Sécurisation des talus des biens domaniaux - 2019		185 000 000
	351.2019	Acquisitions immobilières d'opportunité - 2019		1 600 000 000
	417.2019	Acquisition foncière SAIM à Taipivai		6 455 500
	418.2019	Acquisition immobilière TDF		90 000 000
	419.2019	Acquisition immobilière Domaine Martin		125 000 000
	421.2019	Travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2019		60 000 000
	461.2019	Acquisition immobilière Domaine Martin (E/O)	125 000 000	
	309.2020	Aide à l'investissement des ménages - 2020	500 000 000	
	321.2020	Subvention OPH - Titiroto Iti - Papeete - Travaux	60 000 000	
	322.2020	Subvention OPH - Réhabilitation du lotissement Tepapa - Papeete - Travaux	85 000 000	
	339.2020	Couverture photo cadastrale 2020-2022	40 000 000	
	340.2020	Sécurisation des talus des biens domaniaux - 2020	10 000 000	
	347.2020	Travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2020	15 000 000	
	349.2020	Actualisation topographique cadastrale 2020-2022	50 000 000	
	xxx.2020	Acquisition de la parcelle NP17 - Huahine	255 000 000	
	xxx.2020	Acquisition parcelle AC n°3 (Terre Paofai) - Papeete	400 000 000	
	xxx.2020	Acquisition parcelle AC n°3 (Terre Paofai) - Papeete (E/O)	200 000 000	
	xxx.2020	Acquisition terre Tefenuamahai - Rangiroa	68 250 000	
	xxx.2020	Acquisition terre Toaroto - Punaauia	143 955 000	
	xxx.2020	Aménagement et valorisation du domaine Atimaono - Etudes et travaux	200 000 000	
	xxx.2020	Cession à titre gratuit au profit du Pays du Centre 15 CHPP (E/O)	1 750 000 000	
	xxx.2020	Subvention OPH - AHONU - Mahina - Travaux	1 370 000 000	
	xxx.2020	Subvention OPH - ATIHIVA - Afaahiti - Travaux	1 350 000 000	
	xxx.2020	Subvention OPH - Construction de maisons de quartier dans les lotissements OPH - 2020	200 000 000	
	xxx.2020	Subvention OPH - Remise en état de la station d'épuration de AMOE	42 000 000	
	xxx.2020	Subvention OPH - Rénovation et extension des stations d'épuration ATIMA et TIMIONA	100 000 000	
	xxx.2020	Travaux sur biens du domaine public du Pays - 2020	25 000 000	
		TOTAL MISSION 916	7 009 230 090	2 221 454 127
951		GESTION FINANCIERE		
	422.2019	Régularisation des dépenses pour le compte de tiers (E/O)	63 500 000	
	423.2019	Crédits vendeurs - Acquisitions immobilières d'opportunité - 2019		1 000 000 000
	448.2019	Crédits vendeurs - Acquisition Domaine Martin	125 000 000	
	354.2020	Subventions d'investissement (reques) transférées au compte de résultat - 2020 (E/O)	50 000 000	
	356.2020	Annulations de titres - 2020	20 000 000	
	xxx.2020	Crédits vendeurs - Acquisition parcelle AC n°3 (Terre Paofai) - Papeete	200 000 000	
	xxx.2020	Crédits vendeurs - Acquisitions immobilières d'opportunité - 2020	1 000 000 000	

	xxx.2020 xxx.2020	Prêt à la CPS Transfert Emprunt COVID-19 en fonctionnement (E/O) TOTAL MISSION 951	9 599 109 492 19 040 508 646 30 098 118 138	1 000 000 000
TOTAL GÉNÉRAL.....			54 342 114 489	6 003 440 653
SOLDE.....			48 338 673 836	

Article 6. Les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 sont modifiés comme suit :

MISSION	LIBELLÉ	EN +	EN -
901	MOYENS INTERNES	39 885 281	
903	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	657 604 360	
904	TOURISME	35 314 113	
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	2 460 166 689	
906	ECONOMIE GENERALE	700 000 000	
907	TRAVAIL ET EMPLOI		105 000 000
908	CULTURE ET PATRIMOINE		100 399 713
909	ENSEIGNEMENT	820 904 050	
910	SANTE		118 360 700
911	VIE SOCIALE		14 495 500
913	ENVIRONNEMENT	34 500 000	
914	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	9 525 074 854	
915	TRANSPORTS	120 000 000	
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	4 052 289 005	
951	GESTION FINANCIERE	28 962 742 054	
TOTAL GÉNÉRAL.....		47 408 480 406	338 255 913
SOLDE		47 070 224 493	

Article 7. - Sont créés, transformés et supprimés les postes de personnel, ainsi que l'emploi non permanent d'une durée supérieure ou égale à un an, conformément à l'annexe 1 à la présente délibération.

Article 8. - Sont modifiés les libellés des autorisations de programme conformément à l'annexe 2 à la présente délibération.

Article 9. - Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal Officiel de la Polynésie française.

Le Secrétaire

Le Président

ANNEXE 1 LES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

I - LES EMPLOIS PERMANENTS

A - LISTE DES CREATIONS DE POSTES

96901 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	Intitulé du poste
378	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION ET DES ENSEIGNEMENTS	1	TT	C	AF	ADJOINT ADMINISTRATIF
		1	TT	C	AF	ADJOINT ADMINISTRATIF
		1	TT	B	AF	RÉDACTEUR
		1	TT	B	AF	RÉDACTEUR
	Total	4				
Total 96901 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE		4				

96902 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	Intitulé du poste
378	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION ET DES ENSEIGNEMENTS	6	TT	B	ED	ADJOINT D'ÉDUCATION A MI-TEMPS
	Total	6				
Total 96902 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		6				

97001 - OFFRE DE SANTÉ - MÉDECINE CURATIVE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	Intitulé du poste
322	DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	1	TT	A	SA	MÉDECIN
	Total	1				
Total 97001 - OFFRE DE SANTÉ - MÉDECINE CURATIVE		1				

TOTAL GÉNÉRAL 11

B - LISTE DES TRANSFORMATIONS DE POSTES

96005 - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
381	SERVICE D'ACCUEIL ET DE SÉCURITÉ	-1	AN	5	SF	8333	AGENT DE SERVICE
		1	TT	C	TE	8333	AGENT TECHNIQUE
		-1	TT	D	TE	7812	AIDE TECHNIQUE
		1	TT	D	AF	7812	AGENT DE BUREAU
		-1	TT	D	TE	8764	AIDE TECHNIQUE
		1	TT	C	TE	8764	AGENT TECHNIQUE

96102 - INFORMATIQUE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
303	SERVICE DE L'INFORMATIQUE	-1	TT	A	AF	7311	ATTACHE D'ADMINISTRATION
		1	TT	A	TE	7311	INGÉNIEUR

96501 - AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
383	DIRECTION DE L'AGRICULTURE	-1	TT	D	TE	980	AIDE TECHNIQUE
		1	TT	B	TE	980	TECHNICIEN

96802 - PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
357	DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE	-1	TT	A	RE	487	INGENIEUR D'ETUDES
		1	TT	A	AF	487	ATTACHÉ D'ADMINISTRATION

96901 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
378	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION ET DES ENSEIGNEMENTS	-1	TT	C	TE	3414	AGENT TECHNIQUE
		1	TT	B	ED	3414	ADJOINT D'ÉDUCATION
		-1	TT	C	TE	3419	AGENT TECHNIQUE
		1	TT	B	ED	3419	ADJOINT D'ÉDUCATION
		-1	TT	B	ED	4981	ADJOINT D'ÉDUCATION
		1	TT	B	AF	4981	RÉDACTEUR
		-1	TT	B	ED	4989	ADJOINT D'ÉDUCATION
		1	TT	B	AF	4989	RÉDACTEUR
		-1	TT	C	ED	5292	AGENT D'ÉDUCATION
		1	TT	C	AF	5292	ADJOINT ADMINISTRATIF
		-1	TT	C	TE	5464	AGENT TECHNIQUE
		1	TT	C	AF	5464	ADJOINT ADMINISTRATIF

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
322	DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	-1	TT	A	SA	2247	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2247	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2277	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2277	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2278	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2278	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2310	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2310	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	B	SA	2518	ASSISTANT QUALIFIÉ DE LABORATOIRE
		1	TT	B	SA	2518	PRÉPARATEUR EN PHARMACIE
		-1	TT	A	SA	2767	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2767	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2768	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2768	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2770	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2770	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2927	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2927	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2929	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2929	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2938	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2938	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	2987	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2987	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	3021	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	3021	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	3186	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	3186	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	AN	5	SF	3232	AGENT DE SERVICE A MI-TEMPS
		1	TT	C	SA	3232	AGENT MÉDICO TECHNIQUE
		-1	AN	5	SF	3245	AUXILIAIRE DE SANTÉ
		1	TT	C	SA	3245	AGENT MÉDICO TECHNIQUE
		-1	TT	A	SA	8124	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	8124	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9388	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9388	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9392	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9392	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9396	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9396	CADRE DE SANTÉ
		-1	TT	A	SA	9397	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9397	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9398	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9398	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9402	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9402	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9422	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9422	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9531	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9531	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9739	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9739	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9740	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9740	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9741	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9741	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9762	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9762	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9763	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9763	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	A	SA	9764	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	9764	SAGE FEMME CLINICIENNE

97002 - SANTÉ PUBLIQUE - PRÉVENTION

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
322	DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	-1	TT	B	SA	2341	ASSISTANT QUALIFIÉ DE LABORATOIRE
		1	TT	B	SA	2341	PRÉPARATEUR EN PHARMACIE
		-1	TT	D	AF	2375	AGENT DE BUREAU
		1	TT	D	TE	2375	AIDE TECHNIQUE
		-1	TT	A	SA	2453	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	2453	SAGE FEMME CLINICIENNE
		-1	TT	B	SA	2461	REEDUCATEUR
		1	TT	B	SA	2461	PSYCHOMOTRICIEN
		-1	TT	A	SA	6900	SAGE-FEMME
		1	TT	A	SA	6900	SAGE FEMME CLINICIENNE

97003 - VEILLE ET SÉCURITÉ SANITAIRES

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
384	DIRECTION DE LA BIOSÉCURITÉ	-1	AN	5	SF	965	AGENT PHYTOSANITAIRE
		1	TT	B	AF	965	TECHNICIEN

97102 - SOLIDARITÉ

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
385	AGENCE DE RÉGULATION DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE	-1	TT	B	SE	8323	ASSISTANT SOCIO EDUCATIF
		1	TT	B	AF	8323	RÉDACTEUR

97105 - JEUNESSE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
358	DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	-1	TT	C	TE	691	AGENT TECHNIQUE
		1	TT	B	AF	691	RÉDACTEUR
		-1	TT	A	SE	6127	CONSEILLER SOCIO-ÉDUCATIF
		1	TT	A	AF	6127	ATTACHÉ D'ADMINISTRATION
		-1	TT	C	SE	6156	OPÉRATEUR DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES
		1	TT	B	AF	6156	RÉDACTEUR

97401 - RÉSEAU ROUTIER

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
327	DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT	-1	AN	5	SF	1626	OUVRIER
		1	TT	D	TE	1626	AIDE TECHNIQUE
		-1	TT	D	TE	9927	AIDE TECHNIQUE
		1	TT	D	AF	9927	AGENT DE BUREAU

97402 - PORTS ET AÉROPORTS

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
327	DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT	-1	TT	D	TE	1652	AIDE TECHNIQUE
		1	TT	D	AF	1652	AGENT DE BUREAU
		-1	AN	5	SF	1826	OUVRIER
		1	TT	D	AF	1826	AGENT DE BUREAU
		-1	AN	5	SF	1831	OUVRIER
		1	TT	D	TE	1831	AIDE TECHNIQUE
		-1	TT	D	TE	1831	AIDE TECHNIQUE
		1	TT	D	AF	1831	AGENT DE BUREAU

97403 - PROTECTION CONTRE LES EAUX

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
327	DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT	-1	AN	5	SF	8246	OUVRIER
		1	TT	D	TE	8246	AIDE TECHNIQUE

97501 - TRANSPORTS TERRESTRES ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
348	DIRECTION DES TRANSPORTS TERRESTRES	-1	TT	C	TE	714	AGENT TECHNIQUE
		1	TT	B	TE	714	TECHNICIEN

97504 - SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE (ETAT)

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° poste	Intitulé du poste
3471	DIRECTION DE L'AVIATION CIVILE - SA	-1	TT	C	TE	9596	POMPIER D'AÉRODROME A A MI-TEMPS
		1	TT	C	TE	9596	POMPIER D'AÉRODROME

TOTAL GENERAL

61

C - LISTE DES POSTES A SUPPRIMER**96901 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	N° Poste	Intitulé du poste	Date d'effet
378	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION ET DES ENSEIGNEMENTS	1	FE	A	SF	4944	INSTITUTEUR SPECIALISE	01/07/2020
		1	FE	A	SF	4985	INSTITUTEUR SPECIALISE	01/07/2020
		1	TT	B	ED	5085	ADJOINT D'ÉDUCATION	01/07/2020
		1	TT	B	ED	5230	ADJOINT D'ÉDUCATION	01/07/2020
		1	TT	B	ED	9308	ADJOINT D'ÉDUCATION	01/07/2020
	Total	5						
Total 96901 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE		5						
TOTAL GENERAL		5						

II - LES EMPLOIS NON PERMANENTS D'UNE DUREE SUPERIEURE OU EGALE A 1 AN**A - LISTE DES EMPLOIS NON PERMANENTS A SUPPRIMER****96501 - AGRICULTURE ET ELEVAGE**

CT GRH	Service	Nbre	Statut	Cat	Filière	Intitulé du poste et fonctions	Durée
3831	DIRECTION DE L'AGRICULTURE RAF	1	TT	A	TE	INGENIEUR (ETAT AGRICULTURE)	3 ans
	Total	1					
Total 96501 - AGRICULTURE ET ELEVAGE		1					
TOTAL GENERAL		1					

ANNEXE 2
Modifications de libellés

Mission	AP	Libellé actuel	Libellé nouveau
905	396.2017	Développement de la filière uru - Acquisition d'équipements et études de sites	Développement de la filière uru - Aménagement de terrains, acquisition d'équipements et études de site
905	105.2020	Equipements agricoles et véhicules de chantier et spécialisés pour la DAG - 2020	Acquisition de véhicules de liaison pour la DAG - 2020
905	114.2020	Subvention CAPL - Acquisition de matériels informatiques	Subvention CAPL - Conception et développement d'applications informatiques
905	134.2020	Subvention CBD Taiohae - Travaux et équipements mobiliers pour lycée agricole Taiohae	Subvention CBD Taiohae - Travaux et équipements du lycée agricole de Taiohae et de son internat
905	142.2020	Installation et mise en oeuvre d'un autoclave pour le traitement des bois	Station forestière et autoclave - Aménagements et équipements
908	316.2016	Centre culturel	Centre culturel (Etat-Culture)
910	397.2019	Equipements dans le cadre de la lutte anti vectorielle	Équipements dans le cadre de la lutte anti-vectorielle et de la sécurité sanitaire
911	402.2019	Subvention IJSPF - Rénovation plateau sportif et reconstruction du local sanitaire - Paroisse protestante - Afaahiti	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Afaahiti - Etudes
911	214.2020	Subvention IJSPF - Réhabilitation du stade Pater - Etudes	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Pater - Etudes
911	216.2020	Subvention IJSPF - Etudes et réhabilitation de l'immeuble Jacques BONNO	Subvention IJSPF - Immeuble Jacques BONNO - Etudes
911	217.2020	Subvention IJSPF - Etudes et travaux d'extension de la salle omnisports du CES Taravao	Subvention IJSPF - Installations sportives connexes au collège de Taravao - Etudes
911	218.2020	Subvention IJSPF - Etudes et pose de pylônes d'éclairage sur le terrain du stade de Afareaitu	Subvention IJSPF - Stade John Teariki - Etudes
911	219.2020	Subvention IJSPF - Etudes et réhabilitation du complexe de Patoa - Nuku Hiva	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Patoa - Etudes
911	220.2020	Subvention IJSPF - Etudes de programmation de grands chantiers	Subvention IJSPF - Centre aquatique de la Polynésie française - Etudes
911	224.2020	Subvention IJSPF - Salle omnisport de Maupiti - Etudes	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Maupiti - Etudes
914	442.2019	Etude préliminaire relative à l'accueil de moyens courriers Nuku Hiva	Etudes de conception des aéroports internationaux de Nuku Hiva et de Rangiroa
914	237.2020	Aménagement RT - Fatu Hiva (3IF 2020)	Aménagement RT - Fatu Hiva
914	239.2020	Aménagement RT - Tahuata (3IF 2020)	Aménagement RT - Tahuata
914	240.2020	Grosses réparations revêtement chaussée RT - Marquises (3IF 2020)	Grosses réparations revêtement chaussée RT - Marquises
914	243.2020	Bétonnage de la route territoriale de la pointe Hotuatua vers le village de Anatonu - Raivavae (3IF 2020)	Bétonnage de la route territoriale de la pointe Hotuatua vers le village de Anatonu - Raivavae
914	245.2020	Assainissement pluvial à l'amont de la RT dans Vaitape - Bora Bora (3IF 2020)	Assainissement pluvial à l'amont de la RT dans Vaitape - Bora Bora
914	246.2020	Travaux assainissement et réfection chaussée RC Bora Bora (3IF 2020)	Travaux assainissement et réfection chaussée RC Bora Bora
914	247.2020	Grosses réparations revêtement chaussée RC Huahine (3IF 2020)	Grosses réparations revêtement chaussée RC Huahine
914	248.2020	Réfection chaussée et création ouvrages d'assainissement RC Maupiti (3IF 2020)	Réfection chaussée et création ouvrages d'assainissement RC Maupiti
914	250.2020	Assainissement, renforcement et revêtement chaussée RC Raiatea (3IF 2020)	Assainissement, renforcement et revêtement chaussée RC Raiatea
914	251.2020	Bétonnage de la route territoriale de Ahurei vers Area - Rapa (3IF 2020)	Bétonnage de la route territoriale de Ahurei vers Area - Rapa
914	253.2020	Rénovation route traversière de Moeraï à Avera et bétonnage de la RT312 (Tr1 coté Moeraï) (3IF 2020)	Rénovation route traversière de Moeraï à Avera et bétonnage de la RT312 (Tr1 coté Moeraï)

ANNEXE 2
Modifications de libellés

Mission	AP	Libellé actuel	Libellé nouveau
914	254.2020	Construction d'un pont à Peva - Rurutu (31F 2020)	Construction d'un pont à Peva - Rurutu
914	255.2020	Reconstruction du pont de la rivière Vairua PK 52.8 sur la RT2 - Taïarapu Est (31F 2020)	Reconstruction du pont de la rivière Vairua PK 52.8 sur la RT2 - Taïarapu Est
914	263.2020	Sécurisation du talus amont de la route de ceinture au PK 21,5 - Hitia'a O te ra (31F 2020)	Sécurisation du talus amont de la route de ceinture au PK 21,5 - Hitia'a O te ra
914	268.2020	Mise en oeuvre de signalisation dynamique - Tahiti (31F 2020)	Mise en oeuvre de signalisation dynamique - Tahiti
914	275.2020	Renforcement de la darse de Avera - Rurutu (31F 2020)	Renforcement de la darse de Avera - Rurutu
914	276.2020	Construction du débarcadère de Anau - Bora Bora - Travaux (31F 2020)	Construction du débarcadère de Anau - Bora Bora - Etudes (31F 2020)
914	283.2020	Aménagement de la marina de Patio - Tahaa - Travaux (31F 2020)	Aménagement de la marina de Patio - Tahaa - Travaux
914	285.2020	Aménagement hydraulique pour la darse de Omoa - Fatu Hiva - Travaux (31F 2020)	Aménagement hydraulique pour la darse de Omoa - Fatu Hiva - Travaux
914	286.2020	Reconstruction des débarcadères de Napuka et Tepoto Nord - Travaux - (31F 2020)	Reconstruction des débarcadères de Napuka et Tepoto Nord - Travaux
914	298.2020	Protection littorale de la route de ceinture dans le village de Taahueia - Tubuai (31F 2020)	Protection littorale de la route de ceinture dans le village de Taahueia - Tubuai
914	302.2020	Assainissement pluvial le long des routes territoriales et travaux divers (31F 2020)	Assainissement pluvial le long des routes territoriales et travaux divers